

Rédaction - Administration :  
2, rue Richard-Lenoir,  
93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84.  
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN  
(Société de presse nouvelle)

Directeur de la publication : Alain Bobbio.  
Numéro de la Commission paritaire : 4E722.  
Imprimé par Rotographe.

# rouge

JEUDI  
5 AOUT 1976

Belgique 15 FB  
Grèce : 20 drag.  
Italie : 300 lire  
Portugal : 15 esc  
Suède : 2,25 Ks.  
Suisse 1 FS

## BIGEARD: LE CHANT DU DEPART

Après le conseil des ministres d'hier matin, le général Bigeard a annoncé sa démission.

Il dresse ainsi le bilan de son activité « A notre arrivée le 1er février 75, le budget de la défense était tombé à 16,89 % du budget national, (...) Le budget en 1976 : 17,02 %. Mais surtout le président a décidé de faire croître ce pourcentage régulièrement pendant les six années à venir : au environ de 17,5 % en 77 il atteindra 20 % en 82. »

Pour le moral des troupes : « L'activité des comités de soldats formés par une minorité d'extrême-gauche s'est étioyée (...) Notre jeunesse, élément essentiel d'une défense qui s'appuie sur la nation, est saine, disponible, capable de tous les enthousiasmes et elle vaut celle des générations précédentes. » « Je rentrerai dans l'ombre et me maintiendrai en condition physique et morale pour rester, en qualité d'officier général à la disposition de ma patrie ».



La police sud-africaine tire sur les manifestants

## TROIS MORTS A SOWETO

Trois personnes au moins ont trouvé la mort, mercredi matin à Soweto, la principale ville africaine de Johannesburg, lorsque la police a tiré sur les manifestants noirs qui tentaient de rompre un barrage à la sortie de la ville. Plus de 20 000 personnes s'étaient rassemblées depuis les premières heures de la matinée pour tenter de marcher sur la

ville blanche de Johannesburg. Les manifestants, parmi lesquels un grand nombre de lycéens réclamaient la libération de tous les Africains arrêtés lors des manifestations du mois de juin dernier qui, selon le ministère de la police de Pretoria, auraient fait 176 morts, 1139 blessés et entraîné 1298 arrestations.

VOIR NOS INFORMATIONS P.2.

## EN RESERVE DE L'ETAT

Exit Marcel Bigeard ! Depuis hier le gouvernement s'est privé des services du tortionnaire le plus médaillé de l'armée française. Une fois de plus il joue les fort en gueule. Démissionnaire ou démissionné, il clame : « mission accomplie » ! Voire.

Nommé au lendemain des manifestations de Draguignan, Karlsruhe, et Verdun, au moment où les luttes des comités de soldats atteignaient leur niveau le plus spectaculaire, la mission de Bigeard était des plus claires et plus impératives. Il lui fallait jouer de tout son prestige et de toute son autorité dans certaines couches de l'armée pour remonter le moral d'une hiérarchie militaire saisie par le doute, et enrayer coûte que coûte la combativité des « p'tits gars du contingent ».

« Mission accomplie » : d'Indochine en Algérie, Bigeard a appris à dissimuler en hauts faits les plus cuisants échecs. Qu'on en juge.

La combativité des soldats n'a pas fléchi, malgré l'opé-

ration cour de sureté de l'Etat et la dure répression quotidienne dans les casernes. Si l'action des comités se fait moins spectaculaire, elle garde toute sa vigueur. La reconstruction des comités démentés par la répression, l'apparition de nouveaux comités et les liaisons systématiques avec le mouvement syndical, témoignent de la volonté de la masse des soldats de poursuivre la lutte pour la satisfaction de leurs revendications et la conquête des droits démocratiques pour les soldats.

Quoi qu'en prétende Bigeard, le spectre du syndicalisme hante plus que jamais les couloirs des casernes. Constat d'échec, donc, pour Bigeard.

Pourtant, son départ s'apparente moins à un limogage pour incapacité qu'à une mise en réserve de la République ou plutôt de l'Etat. Lui-même prétend aujourd'hui « rentrer dans l'ombre ». Il n'est pas de ceux qui mènent les batailles électorales : il fait partie des recours en cas de défaite.

C'est sans doute avec sincérité que Giscard d'Estaing l'a remercié, se réservant ainsi de faire à nouveau appel à ses « qualités exceptionnelles » dans des circonstances qui ne le seraient pas moins, directement à la tête d'un Etat... d'exception.

## ESPAGNE

## L'AMNISTIE ENFIN !

Pour 560 prisonniers politiques

Le décret loi sur l'amnistie a été publié mercredi matin au Bulletin officiel de l'Etat. D'après le quotidien madrilène « El País », 560 environ des 634 prisonniers politiques bénéficieraient de cette mesure d'amnistie. Les laissés pour compte du « pardon » royal sont essentiellement les militants basques ainsi que certains membres du FRAP.

L'incertitude qui demeure sur l'étendue d'application de ce décret de loi d'amnistie, tient à ses modalités d'application. Ce sont en effet les tribunaux qui doivent désigner les bénéficiaires de cette amnistie. Il est encore à craindre qu'à cet échelon d'application, certains nostalgiques farouches du franquisme ne s'ingénient à mettre le plus de sable possible dans les engrenages. En attendant, la circulaire d'orientation que doit envoyer à tous les tribunaux le procureur principal du tribunal suprême sera l'indice de jusqu'où Juan Carlos ne veut pas aller trop loin.

Le ministre de la justice, Laudelino Lavilla a reçu mercredi matin tous les présidents de tribunaux pour leur indiquer comment et sans doute à qui devait être appliqué le décret d'amnistie.

Devant le Palais de Justice de Madrid, plusieurs avocats de prisonniers politiques commencent à arriver mercredi midi pour présenter au juge de l'ordre public le dossier de leur client. Deux personnalités de premier plan du PC, Simon Sanchez Montero, membre du comité central du PCE et le secrétaire général du PC galicien, Santiago Alvarez ont été libérés, ainsi que deux militants de l'ETA condamnés à 5 ans, José Inacio Ortiz Seguro et José Manuel Iriberrri Iglésias. Les quarante prisonniers politiques qui ont commencé lundi une grève de la faim, à la sixième galerie de la prison de Carabanchel, près de Madrid, ont déclaré qu'ils poursuivraient « indéfiniment » cette action de protestation contre le caractère partiel de l'amnistie. Les grévistes de la faim appartiennent aux différentes branches d'ETA, au FRAP et aux commissions ouvrières. Le mouvement de grève se serait étendu à d'autres prisons, notamment Saint Sébastien, la Corogne et Cordoue.

## Giscard recule

### MOUSSA BENZARA GRACIE !

Moussa Benzahra a été grâcié hier par le président de la république. Condamné à mort le 25 février dernier pour le meurtre d'une vieille dame à qui il avait volé ses économies.

Cette grâce, nous la souhaitons, au même titre qu'une dizaine d'associations qui il y a quelques jours, étaient intervenues auprès de Giscard. Même si nous nous en réjouissons, nous n'en créditerons pas pour autant le président d'une médaille de libéralisme. Cette grâce témoigne en effet plus du mauvais impact qu'a eu dans la presse l'exécution de Christian Ranucci que d'un choix volontaire susceptible de faire jurisprudence.

Cette grâce, pourtant, par contre-coup, témoigne bien de l'horreur qu'inspire la peine de mort. Une deuxième exécution capitale, dix jours après la première, aurait pu trop fait esprit de système avec tout le dégoût susceptible d'en être inspiré. Malgré toutes ses campagnes en faveur de la peine capitale, malgré le soutien (préssumé) d'une majorité de la population pour cette mesure, Giscard, semble-t-il, n'a pas voulu prendre le risque de passer le test. Sa décision aurait-elle été la même si Moussa Benzahra avait demandé sa grâce un an, et non dix jours, après l'exécution de Christian Ranucci ?

Georges Marion.

## ITALIE

Le Vietnam à la porte de Milan

### LES FEMMES ENCEINTES DE SEVESO PEUVENT « CHOISIR » ENTRE UN BEBE-MONSTRE ET L'AVORTEMENT

La route qui mène à Seveso est bordée de panneaux de toutes les couleurs annonçant les dangers de contamination. Depuis deux jours la région touchée par le nuage mortel échappé de la firme Icmesa s'est étendue aux communes avoisinantes (Meda, Cesano, Maderno), mais il est difficile d'évaluer précisément son extension (à partir de la dimension de la base du cône du nuage toxique). Tous les animaux comestibles de la région (poulets, lapins) vont être abattus. Cette décision vient d'être prise par l'Office de l'hygiène... 18 jours après l'accident. Les secours immédiats apportés aux populations de ces communes sont largement insuffisants; quant aux mesures à long terme pour assainir la région, elles sont quasiment inexistantes pour l'instant. Les autorités parleraient d'évacuer la région et de la maintenir sous protection militaire pendant trois ans, jusqu'à ce que les substances toxiques meurent « naturellement ».

Face à ces carences la question est ouvertement posée aujourd'hui de l'évacuation des villages. Et en premier lieu des enfants et des femmes enceintes, qui risquent les plus graves conséquences. Le professeur vietnamien Ton That Tung de Hanoi, contacté par les autorités italiennes à la demande de Democrazia Proletaria, du Parti Radical et de médecins du groupe « Médecine démocratique » a déclaré explicitement: « Si l'on devait enregistrer dans cette région de l'Italie des mutations chromosomiques chez les femmes enceintes, il vaudrait mieux les faire avorter, car elles risqueraient d'ac-

coucher de véritables monstres ». Le Professeur Ton That Tung est reconnu comme le plus grand spécialiste du monde sur les effets de la dioxine. Face à ces risques, les autorités ont dû autoriser les femmes enceintes de la région à choisir l'avortement si elles le désiraient, après les examens nécessaires. Un « consultorio » (sorte de centre de planning familial, ces fameux « consultorio » dont le mouvement des femmes en Italie réclame l'extension et la gestion par les femmes elles-mêmes) vient d'être ouvert à Seveso. Les femmes enceintes y seront soumises à des analyses afin de dépister les malformations éventuelles des foetus ou la présence de cellules cancérogènes dans le vagin. Après le résultat de ces analyses, les couples auront une « discussion » avec les médecins conseils pour « choisir » entre le risque d'avoir un enfant déformé ou le risque d'avorter.

Plusieurs centaines de femmes se sont déjà présentées dans l'école transformée en « consultorio » et attendent dans l'angoisse et le silence de subir les 27 examens cliniques nécessaires. La « voix du Vatican » les confortera-t-elle? Le quotidien du Saint Siège, l'Osservatore Romano, écrivait en effet mardi que la proposition d'autoriser l'avortement médical pour les femmes enceintes atteintes par le nuage toxique de Seveso était « inquiétante ». Des bébés-monstres restent quand même des « enfants du Bon Dieu »!

A.L.

## LIBAN

### Incidents au cours de l'évacuation des blessés de Tall el Zaatar

Alors que le chef du département politique de l'OLP annonçait que la première réunion du comité syro-palestinien se tiendrait « fort probablement » jeudi, 170 blessés étaient évacués par le CICR du camp palestinien de Tall el Zaatar.

Plusieurs incidents ont marqué cette évacuation, la deuxième en deux jours, organisée par le Comité International de la Croix Rouge. Bien qu'un cessez le feu ait été décrété pendant la durée de l'opération, quelques obus sont tombés à quelques centaines de mètres du point de contrôle où les représentants de la droite vérifiaient l'identité des blessés. Peu de temps auparavant une voiture de la Croix Rouge avait été prise sous le tir d'une arme automatique. Le véhi-

culé a été atteint par une balle mais les deux enfants évacués qui se trouvaient à bord n'ont pas été touchés.

Mais l'évènement « important » de la journée devait surtout être la déclaration faite par le représentant de la Ligue arabe au Liban, Hassan Sabri el Kholi qui a annoncé l'approbation par les mouvements progressistes libanais du projet d'accord de cessez le feu. Au terme de cet accord le cessez le feu devrait entrer en vigueur à partir de jeudi 08 heures et constituer la première phase d'un retour à la normale. Aucun élément nouveau n'étant intervenu depuis le dernier cessez le feu, on voit mal ce qui pourrait permettre l'application et le maintien de celui-ci.

## Imprecor

correspondance de presse internationale

Le dernier numéro d'Imprecor avant les vacances vient de paraître. (Après une interruption en août, la publication régulière reprendra le 9 septembre).

Au sommaire de ce numéro : après les élections portugaises ; le mouvement des femmes en Espagne ; la conférence des PC : une nouvelle étape dans la crise du stalinisme (E. Mandel) et des articles sur la Grèce, la Bolivie, la Chine, l'Afrique du Sud.

Un numéro de 48 pages à ne pas manquer. Vous le trouverez à la librairie Rouge, 10 Impasse Guéménée, Paris 4<sup>e</sup>.

## AFRIQUE DU SUD

### LA MISERE, LE SANG ET LES LARMES DES NOIRS DE SOWETO

Depuis le début de la matinée de mercredi plusieurs milliers d'écoliers et d'étudiants sillonnent l'immense cité africaine de Soweto, incitant les travailleurs à ne pas se rendre à leur travail et à manifester avec eux. Dès les premières heures du jour ils ont bloqué plusieurs trains emmenant les travailleurs africains vers les zones industrielles, empêché les mouvements d'autobus quittant la ville et saboté les installations de chemin de fer. Des barrages routiers ont été établis aux divers accès de la ville pour empêcher les automobiles de passer.

La police qui redoutait depuis mardi de nouvelles manifestations et une marche sur Johannesburg, a mis en place un dispositif impressionnant, bloquant notamment toutes les issues de Soweto et d'Alexandria, une autre ville africaine de la région, où une école a été incendiée dans la matinée. Les policiers sont munis d'armes automatiques.

Comme lors des émeutes du mois de juin, la perspective de s'affronter avec les forces de répression du gouvernement raciste de Vorster ne semble pas effrayer les manifestants. Ils savent pourtant ce qui ris-

que de leur en coûter. Car contrairement aux affirmations des maîtres de l'ordre blanc qui, d'ailleurs, s'étaient refusés à publier une liste officielle des victimes, celles-ci ne se comptent pas par centaines mais par milliers. Selon le porte-parole du Comité de l'Organisation des Nations Unies sur l'apartheid, plus d'un millier d'Africains auraient trouvé la mort au cours des affrontements. Chaque journée du mois de juillet a vu son lot de procès, hâtivement baclés, parfois contre des enfants dont certains n'ont pas encore huit ans.

Mais le calme n'était pas revenu pour autant à Soweto et dans plusieurs villes africaines. Des églises, des fermes, des autobus et des dizaines d'écoles avaient été incendiées. Des tracts distribués à plusieurs reprises appelaient les mineurs africains à faire grève. Tant et si bien que ministre sud-africain de la police et de la justice (c'est si pratique de cumuler les deux responsabilités) avait accusé la semaine dernière l'ANC (Congrès national africain, organisation clandestine) d'être à l'origine de la poursuite de l'agitation dans les cités africaines. J.T.

## TRIBUNE Internationale

### APPEL A LA SOLIDARITE INTERNATIONALE AVEC LES TRENTE MILITANTS CONDAMNES POUR PARTICIPATION AUX EVENEMENTS DU 25 MAI, EN GRECE

• Aux organisations révolutionnaires, organisations de défense des libertés civile et à la classe ouvrière du monde :

Camarades,

Les 24 et 25 mai, le gouvernement Karamanlis a déposé au parlement un projet de loi visant à limiter le droit de grève et institutionnalisant l'intervention directe de l'état bourgeois à l'intérieur des syndicats. Les travailleurs grecs ont riposté à cette attaque contre leurs droits élémentaires à s'organiser par une mobilisation de 48 heures, utilisant la grève, les arrêts de travail, les meetings et les manifestations. La bourgeoisie répondit en utilisant son appareil répressif pour charger sauvagement la manifestation pacifique du 25 mai. Cette attaque fit d'Athènes un champ de bataille durant 13 heures, provoquant la mort d'une personne, faisant plus de 70 blessés et 200 arrestations. Trente-sept d'entre eux passèrent en procès et trente reçurent des condamnations allant de cinq mois à deux ans de prison. A la suite de cela, le gouvernement Karamanlis accusa l'extrême-gauche d'avoir « organisé » les affrontements et ordonna l'ouverture d'une enquête contre elles.

La classe ouvrière doit faire face aujourd'hui à une attaque d'ampleur de la part de la bourgeoisie. C'est dans ce contexte que s'inscrivent les mesures de licenciement prises contre 620 délégués syndicaux depuis le vote de la loi anti-ouvrière le 25 mai dernier. Et le gouvernement en prépare d'autres, qui visent en particulier les libertés de la presse et le droit de manifestation, tandis qu'elles autorisent les forces de l'ordre à faire librement usage de leurs armes, les plaçant ainsi en dehors de la loi.

Ces procès constituent le premier cas d'emprisonnement massif pour des motifs politiques et le début d'un plan du gouvernement utilisant ce type de répression contre les militants et les organisations pour démanteler le mouvement ouvrier et isoler son avant-garde.

Cette offensive contre les travailleurs grecs fait partie de l'ensemble des mesures de répression utilisées dans tout les pays pour faire payer aux travailleurs les frais de la crise du système capitaliste (législation anti-ouvrière, licenciements, blocage des salaires).

C'est pourquoi nous appelons toutes les organisations ouvrières, les syndicats et les organisations de défense des droits démocratiques, à exprimer leur solidarité avec les travailleurs grecs en exigeant la libération immédiate des emprisonnés et la levée de toutes les inculpations.

Comité contre les poursuites des organisations et des militants pour les événements du 25 mai.

Ce comité regroupe les organisations suivantes :

F.C.R. Front Communiste Révolutionnaire

O.C. « le Militant »

O.C.I.G. Organisation Communiste Internationaliste de Grèce (section de la quatre)

G.G.P. Groupe pour une Gauche Proletarienne

O.R.S. Organisation Révolution Socialiste

(Les télégrammes de solidarité peuvent être envoyés à l'adresse suivante : ERGATIKI PALI, Thémistocleou 38, Athènes Grèce ou à l'ambassade de Grèce à Paris.)

## aux quatre coins du monde

### SOUDAN : 81 EXECUTIONS

• Quatre vingt une personnes ont été exécutées mercredi à l'aube à Khartoum, après avoir été reconnues coupables de participation au complot du 2 juillet dernier. Quatorze autres personnes ont été condamnées à la prison à vie et une autre à un an d'emprisonnement. Deux cent trente deux personnes attendent encore d'être jugées.

Le chef du complot contre le régime du président Nimeiry, l'ex-général Mohamed Nour Saad, attend le verdict de la cour de sûreté de l'Etat devant laquelle il avait été jugé. Selon un bilan officiel, 700 participants à ce coup d'Etat ont trouvé la mort ainsi que 82 militaires de l'armée soudanaise.

### GRANDE-BRETAGNE : VACANCES EN ESPAGNE

#### POUR LES CHOMEURS

• Les chômeurs britanniques vont être autorisés à partir en vacances en Espagne au maximum pendant un an, tout en continuant à toucher la totalité de leur indemnité chômage. Celles-ci leur seront versées en bloc revenant de vacances. Mais les chômeurs devront délaissier le soleil d'Espagne pour retrouver le brouillard britannique dès qu'un emploi leur sera proposé. Les emplois disponibles seront cependant attribués en priorité à ceux qui restent.

Une telle mesure, à priori sympathique, ne trouvera certainement qu'une extrême minorité des 1,5 millions de chômeurs britanniques, qui ont déjà d'énormes difficultés à subsister avec l'allocation chômage que leur verse le gouvernement. En outre, cette mesure apparaît comme une tentative supplémentaire de démobiliser la classe ouvrière britannique.

### GRANDE-BRETAGNE : 20 MERCENAIRES

#### AU LIBAN

• Alors que le « DAILY Express » annonce qu'une vingtaine de mercenaires britanniques combattront actuellement avec les forces conservatrices au Liban, un projet de loi a été déposé, qui permettrait de poursuivre en justice les officines de recrutement de mercenaires. Plus de 200 mercenaires britanniques étaient partis en février dernier combattre en Angola dans les rangs de l'Unita ou du FNLA. De nombreux soldats britanniques, plutôt que de risquer d'être tués en Irlande pour une solde assez modeste, préfèrent quitter l'armée de sa gracieuse majesté et s'enroler comme « soldats de fortune ».

## Le scandale Lockheed au Japon

# 2/LE FOND DE SCENE POLITIQUE

De notre envoyé spécial : A. Dupreu  
Tokyo, le 4 août.

Grâce à une vaste entreprise de corruption et de collusion gouvernementale, la firme Lockheed obtient en 1972 l'ouverture d'un très important marché aéronautique au Japon. Ses alliés : Nixon aux USA et Tanaka, alors premier ministre japonais. Le scandale éclate en février 1976 à Washington. Il ébranle la société politique nipponne. Six mois après, Tanaka, l'homme fort du régime, est arrêté (voir Rouge n° 117 du 4 août).

A l'annonce de l'arrestation de Tanaka, la presse exulte. Depuis des semaines, elle dénonçait la tentative, évidente, d'étouffement de l'affaire. Mais les révélations incessantes provenant de l'enquête menée aux USA et les aveux des premiers inculpés (dont les directeurs des firmes Marubeni et Zennikku) interdisaient l'arrêt des poursuites. Le parti gouvernemental risquait de payer excessivement cher la protection de tous ses membres. Et l'opinion publique désignait avec insistance le principal responsable du scandale : Tanaka.

Opération sauve qui peut, donc, que l'inculpation de l'ancien premier ministre. Mais aux conséquences aujourd'hui encore difficilement calculables.

S'il est un homme représentatif de la corruption institutionnalisée du régime politique japonais, c'est bien Tanaka. Sous son règne, les donations officielles de grandes entreprises du Parti démocrate libéral, lors des campagnes électorales de 1972 et 1974, ont atteint 10 milliards de yens (15 milliards d'anciens francs). Il ne s'agirait là que de la pointe de l'iceberg, et le soutien financier du grand capital au Parti conservateur aurait été beaucoup plus considérable.

Politique de parti et politique de fraction : Tanaka aurait distribué 10 autres milliards de yens pour acheter les votes au sein même du bloc parlementaire du PDL et parmi les délégués du congrès de ce parti, pour se faire élire à sa tête et assurer sa nomination comme premier ministre. Enfin, il fut forcé d'abandonner son poste de chef du gouvernement en 1974, après l'éclatement d'un autre scandale financier dans lequel il avait trempé.

Pour ne pas perdre sa base électorale, la direction du PDL avait en effet dû exiger sa démission et le remplacer par un politicien réputé « propre » : Miki, l'actuel premier ministre. Au Japon plus qu'ailleurs, la caste au pouvoir est un bloc uni. La dépendance du fonctionnaire par rapport à la classe politique au pouvoir - et à ses mandats économiques - est totale. Il est membre de la caste dirigeante. S'il vend la mèche d'un scandale, il ne peut espérer aucune rémission. Il ne deviendra pas membre d'un conseil d'administration une fois sa carrière politique achevée. Il n'épousera pas la fille d'un prince de la finance. Il sera exclu des mécanismes du pouvoir. Il perdra situation sociale et situation politique. Il n'a pas de maître alternatif à qui se vendre. Le scandale de la Lockheed arrive des USA. Il ne pouvait éclater au Japon même.

### L'alliance américaine

L'importance du scandale Lockheed réside en cela qu'il

ébranle les fondements d'un système politique basé sur l'impunité et la liberté totale des transactions financières. Le règne du parti gouvernemental unique touche à sa fin au Japon. C'est la « démocratie bourgeoise » traditionnelle, à la mode nipponne, qui entre en crise générale. C'est aussi la nature de l'alliance nippo-américaine qui est mise crument à jour. La corruption seule n'explique pas la facilité avec laquelle Tanaka a cédé aux exigences de Nixon, lors du « sommet » de Honolulu de septembre 1972.

La puissance impérialiste japonaise, depuis sa défaite lors de la seconde guerre mondiale est profondément dépendante du parapluie militaire américain. Face aux récents progrès de la révolution asiatique, marqués par la victoire des peuples d'Indochine en 1975, cette dépendance ne fait que croître. Le renforcement de la triple alliance américano-nippo-sud coréenne est la pierre de touche de la politique étrangère de la bourgeoisie japonaise, la condition de son expansion économique régionale et de la stabilité de son pouvoir politique.

Dans le nouveau partage des tâches à l'étude entre les deux principales puissances impérialistes de la région, les USA voudraient que les « forces d'auto défense » nipponnes soient à même de couvrir une zone océanique allant de la péninsule coréenne aux Philippines. Préoccupations stratégiques et économiques se mêlant, on retrouve là le marché du P3C Orion et le sacrifice par le gouvernement japonais de la production nipponne de cet avion. C'est à dire le scandale Lockheed.

### Quel épilogue ?

Si les 72 noms d'hommes politiques japonais ayant bénéficié



des largesses de Lockheed venaient à être connus au Japon, il est fort à parier que tous les rouages gouvernementaux seraient mis en cause. Il est probable que des personnalités des formations de l'opposition aient aussi reçu leur part de la manne américaine. Le PC japonais est peut être le seul, ou l'un des très rares, à n'avoir pas trempé dans le scandale. Il tient actuellement un congrès extraordinaire. Kenji Miyamoto, secrétaire du Parti communiste japonais vient de donner à la tribune du congrès la réponse de son parti à la crise : le gouvernement Miki doit rester en place pour contribuer à mener l'enquête sur le scandale Lockheed à son terme. Demander la démission du gouvernement c'est l'aider à se libérer de ses responsabilités. En coeur, le Parti socialiste, le Parti communiste, le Parti socialiste démocratique et le Parti komei (bouddhiste) saluent « l'action résolue du procureur » et s'en remettent à lui et à l'enquête parlementaire pour crever l'abcès jusqu'au bout.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la crise gouvernementale ait pu être jugulée jusqu'à maintenant. Elle n'en est pas moins profonde.

Le scandale Lockheed a éclaté à un bien mauvais moment pour le PDL, le grand parti bourgeois japonais. La fin de la période du boom économique a vu sa base électorale s'éroder progressivement. La majorité parlementaire du PDL se

réduit dramatiquement lors des élections de 1974. La démission forcée pour scandale financier du premier ministre Tanaka amène le parti au bord de la crise gouvernementale. Les grands barons du PDL se voient obligés de désigner comme nouveau chef d'Etat le dirigeant de la plus petite fraction interne du PDL : Miki.

Dès 1975 la bourgeoisie japonaise tente de reprendre l'offensive; son projet : profiter de la récession pour assurer la restructuration et la concentration accrue de l'économie, mettre un terme à la combativité de la classe ouvrière dans son secteur avancé, le secteur public. Elle marque un point important lorsqu'elle fait échouer la grève générale de 8 jours des employés du secteur public fin 1975, menée pour obtenir le droit légal de grève (réservé au secteur privé au Japon).

Mais quand en février le scandale Lockheed éclate, la paralysie gagne les sommets de l'appareil politique, la bourgeoisie se voit rejetée sur la défensive.

Dans un premier temps, le PS, le PC, le PSD et le Komeito boycottent le parlement. La crise politique est ouverte. Les grèves du printemps (date traditionnelle des luttes pour les contrats salariaux) s'annoncent.

Mais à la veille des grandes luttes l'opposition s'effondre. Le PC et le PS refusent de donner un débouché politique aux grèves de printemps. Le PSD, le Komei, puis le PS et le PC lèvent le boycott parlementaire et acceptent de participer à un débat budgétaire pour l'année 1976. Comme si de rien n'était. La grève de printemps échoue lamentablement, y compris sur le plan revendicatif. L'augmentation salariale n'atteindra que les 10 %, plafond préalablement fixé par la bourgeoisie pour cette année.

### L'impuissance de l'extrême gauche

L'extrême gauche japonaise a connu son heure de gloire en 1960 - lors des grandes manifestations contre le traité nippo-américain - et à la fin des années 60, lors des luttes étudiantes. Mais, depuis, ses principales organisations ont connu un profond processus de dégénérescence. C'est notamment le cas de Chukaku (fraction révolutionnaire), Kakumaru (noyau central) et Kairo

(libération). Toutes trois sont engagées dans de sanglantes Uchigeba : guerres intestines qui ont déjà coûté la vie à plusieurs dizaines de militants. Les Chukaku, qui furent les « héros » des luttes de la fin des années 60 se sont peu à peu transformés en une organisation paramilitaire réduite à la clandestinité. Le Bund, courant spontanéiste qui domina les années soixante s'est désagrégé en donnant naissance aux pires déformations de l'« armée rouge » japonaise, devenue célèbre pour les exécutions et tortures qu'elle a perpétrées en son sein.

Dans ces conditions l'audience politique de l'extrême gauche s'est évidemment considérablement réduite. Un lent processus de recomposition est en cours, dont participent nos camarades de la Ligue communiste révolutionnaire du Japon. La section de la IV<sup>e</sup> internationale est probablement maintenant l'unique formation d'extrême gauche implantée nationalement, susceptible de jouer un rôle actif dans des initiatives politiques de front uni. Mais ses forces, et celles des petits groupes locaux ou syndicaux susceptibles de participer à de telles initiatives sont trop réduites pour peser concrètement sur le cours des événements.

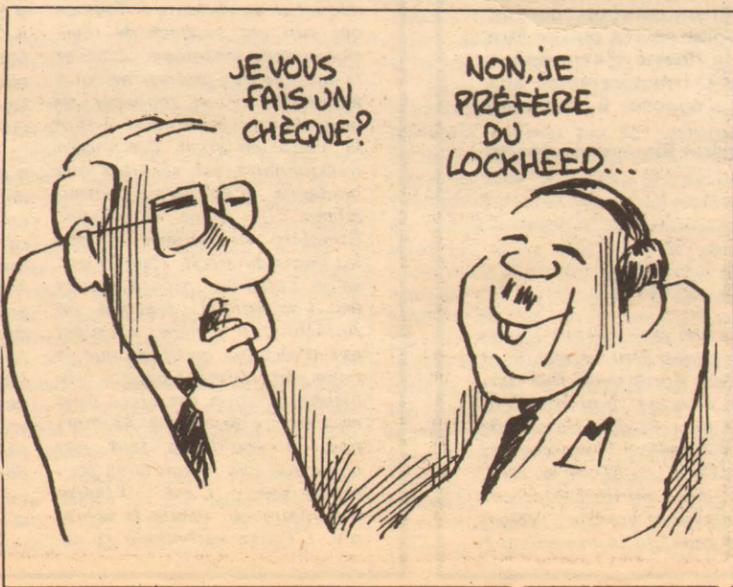
### La crise structurelle

La crise gouvernementale a donc été momentanément surmontée par la bourgeoisie. Le PDL a échappé à l'effondrement immédiat. Le système antérieur est cependant trop érodé pour subsister durablement. La lutte de fraction s'intensifie au sein du PDL. Deux regroupements se sont opérés : une alliance entre les fractions Miki et Nakasone (secrétaire général du PDL) d'une part. Un bloc entré les fractions Shiina (vice président du PDL), Tanaka, Chira (ministre des finances) et Fukuda (vice premier ministre). La seconde est de loin majoritaire. Mais l'arrestation de Tanaka vient de lui porter un coup sévère. On vient aussi pour la première fois d'assister à une scission du PDL, opérée par la fraction Koro.

La bourgeoisie voudrait obtenir une dernière fois une majorité PDL lors des élections anticipées prévues pour la fin de l'année. Mais elle sait qu'il lui faut élaborer une solution de rechange. Ses préoccupations rencontrent là le projet de la droite de l'opposition. Le groupe de Koro, le komei (bouddhiste), le Parti socialiste démocratique et la droite du PS cherchent à préparer un gouvernement de « centre gauche » avec une fraction du PDL. La plupart de ces formations se sont regroupées pour ce faire dans une « conférence pour penser un nouveau Japon ».

Face à cela la gauche du PS, le PC et l'appareil socialiste du syndicat Shyo tendent à mettre en avant une solution de type « union de la gauche » française. Pour cela le PCJ cherche à postuler un futur rôle gouvernemental en faisant preuve de la plus grande modération et en n'hésitant pas à briser de nombreuses luttes. Son congrès extraordinaire en cours doit écarter les dernières formules qui rappelleraient la « dictature du prolétariat » et adopter un manifeste sur la démocratie et la liberté qui, juge-t-il, sera plus adapté à notre temps que le manifeste communiste.

L'extrême lâcheté de la formation ouvrière traditionnelle aura permis à la bourgeoisie d'éviter que le scandale Lockheed ne se transforme en crise totale du système politique en mars avril. Une période est néanmoins close. La vie politique japonaise va dorénavant être dominée par la recherche d'une nouvelle formule gouvernementale. Et parl'ombre d'une possible remontée des luttes ouvrières en 1977.



## Debré : quatre enfants, c'est le bonheur... Bar le Duc : cinq enfants en culottes courtes cassent tout

Cinq gosses de 3 à 7 ans ont tout cassé (50 000 NF de dégâts) dans la maison des parents d'une de leurs camarades de jeux pendant le week-end.

Une des petites filles (le cerveau de la bande, 5 ans) avait promis : « nous reviendrons casser tous tes jouets ». Mais les jouets des parents y sont passés aussi : la bagnole familiale est toute bosselée.

Sur 1,50 m de hauteur rien n'a échappé : la fête,

quoi ! Tous les journaux du matin le leur promettent : après la fête, la monstre raclée.

Notre belle (très) jeunesse n'a décidément plus le respect de rien. Alors, va-t-on abaisser la majorité pénale à 5 ans ? Ouvrir des maternités de correction ? Inculper Debré qui donne de mauvaises idées aux parents en déclarant dans une interview que quatre enfants par famille, c'est le bonheur ?

### • aveugle pour une plaque de chocolat ?

En Avignon, à deux pas de la Place de l'Horloge, il y a les « nouvelles galeries » où l'on joue de droles de pièces. Laurent Duck, 18 ans, venait de piquer du chocolat, il se retrouve à l'hosto « où les médecins espèrent luiser la vue ». Tout ça parce qu'un surveillant qui s'efforçait de l'entraîner vers la « direction »

lui a tiré des cartouches de gaz lacrymogène à bout portant dans les yeux.

Comme le dit Ponia - dans sa récente circulaire - la sécurité des français est assurée, même dans les grands magasins : pour une tablette toute la gueule ! Les cow-boys de la PJ font des émules.

Giscard au Gabon du 5 au 8 août

## DEJEUNER SUR UNE PLATEFORME PETROLIERE

Le cadre favori des safaris de Giscard, le Gabon, est aussi une des ex(?)-colonies françaises dont le régime politique et économique plaît le mieux au gouvernement.

A la fin de ses chasses de l'an dernier, Giscard avait « rendu hommage au système libéral qui prévaut au Gabon en matière d'investissements » (inutile de faire un dessin).

Le Gabon, la moitié de la superficie de la France, un million d'habitants, est en effet un des « partenaires privilégiés » de la France, puisque les achats du Gabon à la France sont de l'ordre de grandeur de ceux du Japon et du Brésil.

Mais la crise a réduit les importations françaises et fait pencher la balance commerciale au détriment du Gabon.

Ce qui se joue est donc de continuer à faire accepter les exportations françaises : barrage près de Franceville, chemin de fer et hôpital militaire (seulement un hôpital ?) sont au programme des discussions ; et la poursuite des prêts (déjà supérieurs au budget d'un an au Gabon) qui permettent le contrôle politique du pays par le gouvernement français.

Et en sens inverse, la richesse du pays en matières premières permet le développement des échanges inégaux : en premier lieu le pétrole (10 millions de tonnes) dont ELF détient 60 %, mais

aussi manganèse, uranium, fer... Bonne chasse !

L.Thalou

Rencontre Georges Marchais-Santiago Carillo : identité de vue  
Une rencontre a eu lieu, mercredi, entre MM. Georges Marchais et Santiago Carillo.

Cette rencontre, qui s'est déroulée « dans une atmosphère empreinte d'amitié et de solidarité a permis un échange d'informations sur la situation dans les deux pays », affirme le communiqué.

« Au terme de l'entretien, Georges Marchais et Santiago Carillo se sont félicités de l'accord sur les questions qu'ils ont examinées. Ils ont décidé de renforcer la coopération et la solidarité existant entre les deux partis »

## La marche non-violente pour la démilitarisation LES ANCIENS COMBATTANTS : « UNE ATTEINTE AU MORAL DE LA NATION »

Chaque été, depuis plusieurs années, se déroule une marche pour la démilitarisation dans le nord de l'Italie, sur les sites des bases de l'OTAN. Cette année la marche commençait hier à Metz. Programme : 4.8. : Metz ; 5.8. : Metz-Gravelotte ; 6.8. : Jarny ; 7.8. : Etin ; 8.8. : Douaumont-Charny ; 9.8. : Verdun.

A l'appel du Bureau International de la Paix, de l'Internationale des Résistants à la Guerre, du Mouvement International pour la Réconciliation, d'Insoumission Collective Internationale et du Partito Radicale (Italie), des marcheurs de tous les pays d'Europe se rassembleront. Des débats sont organisés à chaque étape sur l'insoumission, l'objection de conscience, les tribunaux d'exception, etc. Mais des associations d'anciens combattants, dont évidemment l'Union nationale des parachutistes veillent et « s'insurgent contre le fait qu'une telle manifestation, portant gravement atteinte au moral de la nation par la profanation des lieux les plus sacrés puisse être tolérée. Elles attirent l'attention des pouvoirs publics sur le fait que la liberté d'expression, privilège des démocraties, ne saurait permettre d'odieuses provocations, insupportables aux patriotes. Elles sont résolues à recourir aux moyens nécessaires pour s'opposer à tout acte sacrilège ».

Les organisateurs de la marche ont déclaré avant-hier : « Même le général Bigeard ne pourra pas empêcher notre marche ».

Faut-il mettre cela en liaison avec sa démission du gouvernement ?

Est-il parti empêcher lui-même, manu militari, la marche ?

### • Tous à Naussac les 7 et 8 août

1280 ha de terres fertiles, deux villages et plusieurs hameaux immergés, l'exode pour des centaines de personnes : voilà le projet EDF pour l'implantation de centrales nucléaires, à Naussac (à 7 km de Langogne - Lozère). Larzac-Naussac, c'est la même entreprise de « désertification » du coin. Les pouvoirs publics ont fait miroiter le tourisme au bord d'un lac qui sera vidangé chaque été, laissant des bords fangeux aux baigneurs ! Depuis 72/73, les paysans ont pris en charge la

lutte, entraînant la démission des conseils municipaux de plusieurs communes dont Langogne et le boycott des municipales. Après avoir fait confiance aux notables, les paysans combattifs ont pris en charge leur lutte au sein du « Comité de Défense de la Vallée » qui appelle à la marche des 7/8 août. Aux côtés de la CFDT, du CDJA, du PSU, des Paysans Travailleurs, des Comités Larzac entre autres, la LCR appelle à la marche : Volem viure al País ! La terre à ceux qui la travaillent !

## Le schisme de Mgr Lefebvre A COUPS DE CROSSE

Alors, le Monseigneur osera-t-il ou n'osera-t-il pas la dire sa messe ? A Lille et en latin, malgré l'interdiction pontificale. Aux dernières nouvelles, il semble bien qu'il se dégonfle. Par mesure d'apaisement, dit-il.

Frappé depuis le 24 juillet d'une sanction de suspension « a divinis », c'est une sorte de quitta ou double que s'est engagé Marcel Lefebvre, évêque du séminaire supraditionnaliste d'Econe. La « suspense a divinis », c'est pour lui l'interdiction papale de célébrer la messe, de prêcher, d'administrer les sacrements. C'est l'avant-dernière étape avant la mesure suprême : l'excommunication. Elle peut tomber au prochain faux pas. A Lille par exemple, si Lefebvre persiste dans son insubordination face à Rome. Comme l'évêque n'est pas tout à fait un homme seul, on pourrait alors se trouver en présence d'un schisme, Marcel Lefebvre et Paul VI se traitant mutuellement d'hérétiques.

Il ne manque plus que les bûchers et l'appel à la croisade pour se croire en plein moyen-âge. Réfréons cependant notre salubre envie de rigoler devant cette pantalonnade retro. Il paraît que l'affaire est sérieuse et même qu'elle suscite quelques passions.

A son origine : le Concile Vatican II, son souci de modernisme et d'ouverture au monde. Le magistère de Paul VI se veut placé sous le signe de ce dépoussiérage. Azard progressiste pour autant ? On permettra d'en douter. Pour ne prendre que cet exemple, on sait que Paul VI persiste à vouer aux tourments de l'enfer les femmes qui ont recours aux méthodes anti-conceptionnelles (autres que la méthode Ogino !) et à assimiler masturbation et péché mortel. La compréhension hardie des problèmes contemporains dont sait faire preuve le Vatican vient encore de s'illustrer : le pape condamne à l'avance les femmes qui, craignant d'être contaminées par le usage de TCDD, auraient recours à la contraception pour éviter de donner naissance à des enfants anormaux.

Pour Lefebvre néanmoins, Paul VI est un dangereux révolutionnaire. Il faut dire que pour l'évêque d'Econe, la définition du dogme et l'organisation du sacerdoce se bloquent en 1572, à la mort du pape Pie V, de l'enseignement duquel il se réclame ! Tout ce qui suit est suspect de révisionnisme satanique. Enlever la soutane aux prêtres revient à les défroquer, et renoncer au latin revient quasiment à dire la messe en argot. Cet ancien missionnaire est sensible aux bradages d'empire. Surtout quand ils sont spirituels. Girouette virevoltante à tous les vents du siècle, Paul VI est, selon Lefebvre, prêt à toutes les liquidations, presque un Antéchrist. Il déclare : « il n'est pas d'absolue certitude que le pape soit vraiment pape ». Son insubordination est alors sans mystère : « Je ne me soumet pas parce qu'il ne faut pas obéir aux lois lorsqu'elles sont mauvaises. C'est l'Eglise conciliaire qui risque le schisme. L'Eglise catholique co.ti-

nue dans mon séminaire, à Econe. L'Eglise conciliaire emploie son autorité et ses lois pour une large entreprise d'auto-destruction. Destruction de la tradition et de l'enseignement religieux, de la liturgie, du sacerdoce. Le Concile Vatican II tournant le dos à la tradition et rompant avec l'Eglise du passé est un concile schismatique ». On a déclenché des croisades pour moins que ça.

Mais les temps ont changé et, dans une Eglise en pleine crise, un Paul VI qui voit son autorité (son infaillibilité pontificale !) remise en question de tous bords, est contraint à quelques prudenances. Dans l'affaire Lefebvre, le cocasse est que le traditionnaliste borné du Vatican est confronté à plus borné que lui. Une sorte d'exploit, il faut le reconnaître. Paul VI, qui ne cesse de fustiger la tentation marxiste qui gagne des couches entières de son Eglise, se voit accuser par Lefebvre et ses amis de donner au communisme ses entrées officielles au Vatican, et même de soutenir la révolution mondiale. Ces amis de Lefebvre qui, comme ce François Ducaud-Bourget, chapelain conventionnel de l'Ordre de Malte (et oui, ça existe encore !) proclament candidelement : « Pinochet ? Connais pas ! » et déplorent qu'il manque à la France « un homme d'autorité ». Entre le futur hérétique qui commence déjà à envoyer ses missionnaires de par le vaste monde, à implanter des prieurés de son obédience, et le petit veillard de Rome qui glapit des anathèmes, ils est difficile de savoir qui gagnera le concours de l'obscurantisme crasse.

Nous retiendrons quant à nous que ce combat de grenouilles de bénitier est un effet paradoxal des coups de bouts sociaux et politiques qui ébranlent l'institution religieuse et singulièrement l'Eglise catholique. La lutte des classes est entrée en force dans l'Eglise au grand dam des intégristes de toutes nuances. Vatican II voulait désespérément sauver les meubles, il n'a pas empêché, au contraire, l'effritement de l'autorité pontificale et le discrédit de la hiérarchie traditionnaliste. Le raidissement de Lefebvre est d'un autre temps, mais tout ridicule qu'il est, il rappelle que les défenseurs de la loi et de l'ordre sont les premiers à recourir au coup d'Etat et au putsch. Les appels à l'unité et à la discipline lancés par un Etchégaray répondent en écho, le souci est le même : sauver une Eglise qui se débande.

Les organisations ouvrières n'ont pas à compter les points dans ces procès d'un autre âge. Leurs luttes auront sur l'Eglise catholique des effets à venir autrement plus significatifs. Nous ne manquons pas pour autant de nous réjouir de cette déconsidération supplémentaire qui affecte cette Eglise à laquelle se sentent encore liés nombre de nos camarades ouvriers. Avouons le : les dérisoires querelles des infaillibles de la hiérarchie sont aussi convaincantes que bien des discours d'athées militants.

J.F.V

LIP

## DES CHOMEURS PAS COMME LES AUTRES

La première convocation de l'ANPE est arrivée mardi à Palente pour proposer un poste. Depuis trois mois qu'ils sont inscrits comme chômeurs c'est la première place qui est ainsi offerte. Le travailleur convoqué nominalement s'est donc rendu à l'ANPE, bien entouré par une forte délégation : pas question évidemment d'accepter des reclassements individuels. L'ANPE n'a d'ailleurs pas réussi dans ses tentatives puisque seuls 7 Lip ont été reclassés à ce jour, sur leur décision individuelle.

Aussi ont-ils décidé de faire à la question posée par le formulaire « Etes-vous toujours demandeur d'emploi ? » toujours la même réponse « OUI, à LIP, à Palente ! ». Et pour éviter de la peine, ils ont fait confectionner un tampon pour remplir les formulaires à la chaîne. Voilà une méthode qui déroutera sans doute les services de la main-d'œuvre à la préfecture et qui risque bien de mettre un terme à toutes les manœuvres qui tendaient à donner du travail à une partie seulement des Lip.

### Un sort particulier

Les 900 chômeurs de Palente, attentifs à renforcer le rapport de force sur leur entreprise, connaissent un sort particulier parmi les 4000 que compte la ville de Besançon. Tout d'abord, ils ont refusé le pointage. Pas question de se présenter un par un à l'ANPE, dans l'ordre de l'année de naissance ou alphabétique. Ensuite, les 90 % leur ont été accordés rapidement pour essayer de les amadouer. Enfin pour le règle-

ment des indemnités de licenciements, ça n'a pas trainé : ils ont eux-mêmes pris en charge, avec le service du personnel, le calcul des indemnités selon l'ancienneté et puis ils ont présenté la note au patron.

### Tous les jours devant l'ANPE

Alors les Lip seraient-ils des chômeurs un peu à part, un peu loin des préoccupations, des angoisses de tous les sans-travail, atomisés, sans défense ? Le problème s'est rapidement posé et des équipes se sont constituées pour prendre contact avec les files de chômeurs : tous les jours 4-5 Lip avec un tract, un questionnaire à la porte de l'agence. Ils ont vite démasqué les petites mesquineries du placement : un emploi proposé à l'affichage s'est révélé en fait pourvu depuis un mois etc... A tel point que l'agence leur a demandé si, par hasard, ils ne voulaient pas un bureau pour s'installer !

Et maintenant, c'est une véritable commission qui s'est branchée sur le problème. Une fiche juridique du chômeur est en préparation pour faire connaître les droits des chômeurs. Et puis, une question se pose : pourquoi ne pas aller pointer à l'agence par petits groupes : ce serait une occasion de lier contact avec les autres chômeurs, ceux qui n'ont pas l'expérience collective des Lip. Il n'y a pas encore de comité de chômeurs à Besançon. Les 900 chômeurs de Palente risquent bien d'y changer quelque chose.

Lopez

*Les travailleurs de Kelton ont été bien contents d'apprendre par la bouche de Dallin, directeur de la Chambre française de l'horlogerie (voir Rouge d'hier) qu'il n'y avait pas de problème de l'emploi dans l'horlogerie. La section CFDT de l'entreprise précise dans un communiqué que « chez Kelton, l'effectif n'a pas cessé de diminuer en un an, passant de 2 770 en novembre 1975 à 2 679 en juin 1976. De plus, ajoute la CFDT Kelton, nous avons été en possession d'informations concernant 600 licenciements qui seraient effectifs aujourd'hui s'il n'y avait pas Lip. Et la CFDT Kelton conclut : « Il ne fait aucun doute que M. Dallin se fait l'interprète du pouvoir qui n'a jamais apprécié la lutte des Lip et cherche à faire discréditer ceux-ci dans l'opinion publique. ».*

Les patrons de la métallurgie analysent le chômage

## « IL FAUT VALORISER LA MOBILITE »

La vérité sur l'emploi, tel est le titre d'un numéro spécial de la revue UIMM-actualité, organe de l'Union des industries métallurgiques et minières. Cette « vérité là » mérite d'être connue en dehors du cercle restreint des PDG qui lisent cette revue. C'est pourquoi nous en donnons ici quelques extraits.

Avant de voir la prose, quelques mots sur les auteurs. Le patronat de la métallurgie, organisé dans l'UIMM, s'est toujours illustré par sa dureté. Connus pour avoir constitué une caisse anti-grève alimentée par les cotisations des entreprises, il n'a pas hésité en 1974 à recourir aux services de l'extrême-droite pour imprimer ses publications. Leur Vérité sur le chômage n'est qu'une illustration des productions philosophiques dont sont capables ces PDG de choc.

### Chômeur ? Connais pas

Pour commencer, ce texte met tout simplement en doute l'existence d'une masse de chômeurs en France aujourd'hui : « Un chômeur est une personne qui peut et qui veut travailler. Les demandeurs d'emploi englobent des centaines de milliers d'hommes et de femmes qui, soit ne peuvent travailler, soit n'en ont nullement l'intention ou dans des conditions tout à fait exceptionnelles ». On reconnaît là, la traditionnelle argumentation réactionnaire, développée il n'y a pas si longtemps par Fourcade à la télévision. Mais elle est ici complétée par des croquis « prit sur le vif » qui visent à donner une image plus précise de ces centaines de milliers de prétendus chômeurs : « L'employée de bureau qui déclare après quinze jours d'essai qu'elle préfère retrouver ses 90% d'indemnités, parce que la tête de sa collègue ne lui revient pas ; cette femme d'agriculteur qui, lassée d'aider à la tenue de l'exploitation familiale, se déclare tentée de faire un essai de la vie différente que mènent ses amies, employées dans un nouvel atelier de la ville voisine ».

En d'autres termes, est chômeur qui le veut bien, à moins que ce ne soit la faute « des gens de l'ANPE qui traquent et poussent les gens à s'inscrire, dans des buts qu'il ne vaut mieux pas préciser ».

### La liberté de licencier comme remède au chômage

Après l'heure des explications, vient celle des solutions : « des milliers de chefs d'entre-

prise pourraient embaucher mais prudemment se gardent-ils de le faire, tant il est devenu difficile, voire impossible, de licencier (interminables formalités administratives, les six mois de préavis pour les licenciements collectifs, les refus de l'inspection du travail, les violences, les occupations) ». Il faut donc « restaurer la libre circulation de l'emploi ». On ne peut être plus clair. « Interdire les licenciements, imposer en toutes circonstances des reconversions à l'identique et sur place, c'est vouloir la diminution du niveau de vie et de la qualité de la vie de chacun (...) Si l'on veut sortir de la situation présente, il faut libérer l'emploi à l'entrée et à la sortie, comme on a libéré les loyers ». Bel exemple dont on connaît les résultats.

### Le machiavélisme des enseignants.

Les enseignants sont subversifs, c'est bien connu. Ecoutons : « Il en résulte une distorsion dramatique entre les ambitions des jeunes et les besoins de la collectivité, distorsion soigneusement entretenue avec machiavélisme par une large fraction du corps enseignant qui voit là un puissant levier de mécontentement utilisable par l'idéologie marxiste ; fabriquons des chômeurs qui tiendront la société libérale pour responsable de leur sort ». Les lecteurs de Minute jugeront sans doute cette prose familière...

Conclusion : « Il faut valoriser la mobilité ». Autrement dit, habituer les travailleurs à l'insécurité de l'emploi. Il faut développer « le goût de l'apprentissage » et favoriser « une adaptation aux changements ».

### Ces ouvriers qui stoppent l'irruption du futur

Le texte continue : « Depuis un an, à l'annonce d'un dépôt de bilan, d'une menace de disparition, d'une restructuration importante, c'est la mobilisation pour se cramponner au passé. Lip a fait école. Occupations, défilés, exaltation du maintien sur les lieux, transformation en héros et en martyrs de travailleurs menacés de gagner pendant un an la même chose qu'avant sans rien faire. Ce sont toujours les mêmes barricades pour stopper l'irruption du futur ». Malheureusement pour le patronat, il semble bien que ce soit sur ces fameuses « barricades » qu'arrivera « l'irruption du futur ».

T.G

## CDF-CHIMIE MONT (PAU)

Après la reprise

## DES RESULTATS A CONSOLIDER

Le 2 août, une assemblée générale de 90 personnes votait à 62 % la reprise du travail. Deux solutions étaient proposées aux travailleurs : continuer le conflit avec occupation des locaux ou reprendre le travail sur les premiers résultats obtenus avant le début des congés qui intervenait le 3 août. Un élément pesait cependant dans l'appréciation de la situation, c'est la décision des 18 adhérents de quitter le conflit après la signature de l'accord par ce syndicat. De plus, l'approche des vacances risquait de démobiliser bien des travailleurs.

Spontanément, beaucoup auraient préféré la solution la plus radicale, mais les longues discussions qui ont eu lieu de vendredi à lundi ont finalement dégagé une majorité pour adopter la solution la moins hasardeuse, d'autant plus que la direction a reculé sur

plusieurs points : les sanctions contre les délégués FO et CFDT sont levées et le principe de la garantie de l'emploi sur place est accepté. Cependant, aucune précision n'a été obtenue sur les statuts, la conservation des acquis, la date et la nature de ces futures embauches. Les travailleurs ont donc pour souci d'organiser la vigilance. Il est à noter qu'à partir du 1<sup>er</sup> octobre, chaque salarié versera 100 francs par mois à la caisse syndicale à toutes fins utiles.

Pour faire le point, une assemblée hebdomadaire est prévue tous les jeudis. La campagne d'affiches et de tracts continue. Un gala de soutien est prévu pour le vendredi 5 août à Saliès. Dès le retour des vacances une assemblée extraordinaire (pour le 23 août) envisagera les suites de l'action.

Correspondant

## vie syndicale en lutte

### Dans la VO cette semaine

Si le président du CNPF n'apprécie pas les « mouettes » hurlantes que seraient les syndicalistes, il est bien connu qu'en cette période économique difficile, il encaisse encore moins les loirs paresseux que devraient être les travailleurs au chômage.

Face à cette campagne anti-« chômeurs professionnels » menée par le patronat et le gouvernement, premier ministre en tête, la « VO » publie un tableau documenté où la réalité de l'indemnisation du chômage apparaît sous son jour le plus mesquin... Mais de toute façon, la moitié des 1 135 084 chômeurs (chiffre de juin 76, indice CGT) ne perçoit AUCUNE allocation !

Un tableau de la VO à lire et à utiliser dans la bataille de tous les travailleurs, aux côtés de leurs camarades sans emploi, pour le partage du travail entre toutes les mains ouvrières, la réduction du temps de travail sans diminution de salaire, les transports gratuits pour ceux encore au chômage...

### Idéal : le chantage aux 90 % continue

Les travailleurs d'Idéal-Standard ne se laissent pas impressionner : déjà ils ont dû subir le rejet par le tribunal de commerce du protocole d'accord signé par eux, grévistes de Dammarie-les-Lys. Maintenant une quarantaine d'indemnisation à 90% viennent d'être retirées à ce jour ! Dans l'usine occupée, après l'AG d'hier, la riposte se prépare.

### Imro : conférence de presse

Des travailleurs de l'IMRO tiendront une conférence de presse le jeudi 5 août 1976. Elle aura lieu à 18H30, dans la salle de la fraternité, à la mission populaire, 183 rue St Julien, à Rouen rive-gauche, autobus n°5, (tél : 35/72 08 56).

Le but de cette conférence de presse est pour nous de répondre à plusieurs points. Notamment les portes ouvertes des 12 et 13 juin 1976, nos problèmes avec la FFLL-CGT, l'UL-CGT, l'intervention des flics à l'IMRO, et, en dernier point, nos perspectives.

Des travailleurs de l'IMRO syndiqués CGT

**ACHETEZ ROUGE TOUS LES JOURS DANS LE MEME KIOSQUE**



## LES PIEDS DANS L'EAU

Vos vacances nous intéressent. Chroniques, anecdotes, solutions pas chères et recettes savoureuses sont accueillies dans nos colonnes. Plein feu sur la vie quotidienne estivale !

### Il faut lire dans gèreusement

Nous sommes un groupe de copains. On décide d'aller faire un tour au bal, à Raze (Hte Saone). C'est banal un samedi soir. Ça peut aussi être très sympa. En arrivant, nous repérons une estafette de la gendarmerie, et deux pandores qui déambulent, veillant au grain. On sait que l'insécurité règne dans les p'tits bals, et puis on n'est pas loin de Traves; . Des fois que les vengeurs de l'affaire Peiper viendraient jusqu'à Raze !

Nous sommes devant un stand de tir, à discuter. Un des copains lit Rouge Quotidien. Arrivée des pandores : ils demandent à ce qu'on les suive pour vérification d'identité. C'est pour eux la routine. Ils notent noms et adresses.

Au début du moins, le ton est bon enfant : « Qui vous a vendu ça ? ». Le copain répond qu'il a acheté son canard à la maison de la presse à Vesoul. Le flic n'est pas convaincu. Le copain s'étonne alors d'être arrêté parce qu'il est en possession d'un quotidien. Les gens qui lisent l'Est-Républicain n'ont pas d'ennui, eux. Le ton monte, mais le flic finit par rendre le canard.

Des gens qui lisent Rouge aux alentours de Traves ! « C'est pas un complot ça, chef ? »

T.G. en vacances dans le coin.



### Isle-Adam : l'ordre à la Ponia

A L'Isle Adam, le maire c'est le ministre de l'Intérieur Ponia. L'Isle Adam se doit donc d'être une ville calme. Une solution simple : museler la presse locale, l'obliger à taire tous les actes « répréhensibles » qui pourraient s'y dérouler.

Il y a 2 mois, on trouve un cadavre dans le Parc qui fait la fierté de cette belle ville. Un meurtre ? Improbable. C'est donc un suicide. Vous avez déjà vu, vous, un suicidé avec une balle dans la tête, une autre dans le ventre et une autre enfin dans la cuisse ?

Autre évènement, pas mal non plus : en ce moment il y a une belle fête foraine à l'occasion du 14 juillet (ben oui, à L'Isle Adam c'est pas encore fini !). Il y a dans le coin un assez grand nombre de travailleurs immigrés, essentiellement des portugais. Samedi dernier, des lou-bards-nazillons décident de débarquer à 35 pour « faire la peau aux portos ». Manque de chance pour eux, les portugais de l'Isle Adam en ont entendu parler et débarquent le samedi soir à 60. Imaginez maintenant une centaine de gars qui se bagarrent à coups de bouteilles, de chaînes, de rasoirs et de crans d'arrêt, dans un carré de 100 mètres sur 100 ! Il a fallu deux heures aux flics et aux pompiers pour intervenir efficacement. La sonnette de nuit des pharmacies n'a pas arrêté de fonctionner. Bilan : une trentaine de blessés. On parle de morts. Evidemment : black out total dans la presse locale.

Olivier

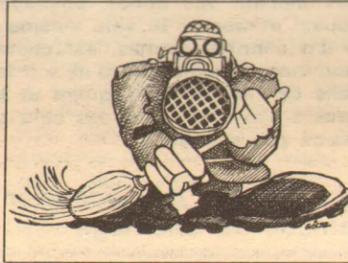
### Les bonnes recettes UN PATE TRES SPECIAL

Les vacances, c'est l'occasion de faire des bonnes bouffes. Le seul problème est de bien se régaler sans trop déboursier. On a trouvé la recette, qui suit dans une correspondance du Centre Local d'Information et de Coordination pour l'Action Non-Violente de Toulon. C'est végétarien et garanti excellent.

Recette du paté végétarien. On calcule les ingrédients pour environ 8 personnes. Il faut : 150gr. de pain complet rassis, 150 gr. de graisse végétale ou d'huile d'olive, 150 gr. d'oignons, 150 gr. de champignons de Paris, 150 gr. de levure alimentaire, et puis de l'ail, du thym, du laurier, de la sauge et du mélange 4 épices.

D'abord on met le pain à tremper dans de l'eau. On épluche et on hache les oignons et les champignons. Après égouttage, on malaxe dans une terrine le pain, les champignons, les oignons et le reste des ingrédients. On laisse reposer 1/2 heure. Ensuite on fait fondre la graisse végétale (ça fait un paté qui « tient » mieux, mais à vrai dire : l'huile d'olive le fait plus savoureux). On ajoute le mélange et on fait cuire à feu très doux, jusqu'à ce que l'ail et l'oignon soient tendres. On retire du feu, on passe à la moulinette fine, après avoir retiré le thym et le laurier. C'est à ce moment là qu'il faut ajouter la levure diététique : son rôle est d'absorber le surplus de graisse. On mélange bien, on remet dans la terrine et on laisse tout ça refroidir au frigo. Rendez vous le lendemain pour la dégustation. Ça se garde plusieurs jours, et c'est fameux.

## APRES LES JEUX OLYMPIQUES... ...LES JEUX POLITIQUES.



Alors que les J.O devaient - du moins par la volonté de ses organisateurs - ne pas déborder dans l'arène politique, il est amusant de constater à quel point le monde politique s'empare de l'affaire, jetant l'anathème, dénonçant les responsabilités, expliquant les causes d'une défaite qui replace le sport français à sa juste valeur, celle de la médiocrité.

Il n'est pas moins étonnant d'assister à une prise de position du BP du Parti Communiste qui rivalise de démagogie bêtifiante et de chauvinisme avec les déclarations de Mazeaud.

On chercherait en vain dans le texte du PC l'amorce d'une définition réellement socialiste du sport ou un début d'analyse sur le type de politique sportive qu'un gouvernement ouvrier devrait mettre en place. Au contraire, le PC enfourche son éternel cheval de bataille réformiste en précisant que « si le sport de masse végété, c'est parce que le budget de la Jeunesse et des Sports ne décolle toujours pas des 7/1 000° du budget national » ! C'est ne pas comprendre que la faillite du sport en France est la résultante de carences structurelles et que son amélioration ne dépend pas du déblocage de quelques millions de francs supplémentaires. Le PC en effet se fait plus royaliste que le roi et s'inquiète, en parti responsable, du « déclin du rayonnement de la France » en développant un idéal olympique que n'aurait pas désavoué Pierre de Coubertin. Il s'agira pour les prochains jeux de Moscou, de recréer un véritable sportif qui permette que « s'exprime l'aspiration grandissante de la jeunesse et des peuples à l'amitié, la solidarité et la paix ».

Que fait-on des antagonismes de classe, des situations conflictuelles internationales, des ravages de l'impérialisme ? Passez muscade ! Chaque chose à sa place. Le sport dans les stades et la politique à l'Assemblée Nationale.

Paradoxalement, les milieux proches du Gouvernement réagissent avec une violence certaine au projet de création des laboratoires d'athlètes. Au nom d'une prétendue morale humaniste qui refuse de voir naître des athlètes-épreuves.

d'Ormesson profite des déclarations de Mazeaud pour briller d'anti-soviétisme dans un éditorial du « Figaro » qui reflète sa déception. En un mot, les idéologues de droite passent de froides heures à se demander si l'athlète, comme l'écrit d'Ormesson, doit « devenir un instrument de l'Etat ». Cette position sous-tend toute la critique, à peine masquée, des méthodes soviétiques où les hormones remplacent de plus en plus les séances de musculation... Mais il faut dire que cette attitude est parfaitement hypocrite. D'une part parce qu'il tente de dresser le sport contre l'homme alors que les deux doivent pouvoir coexister de la meilleure manière, d'autre part parce qu'elle n'est le fruit que d'une déception qui le pousse à préconiser une autre politique sportive sans vouloir en payer le prix, c'est à dire créer des athlètes-épreuves. Ceci nous ramène à la dimension politique du phénomène, où l'on en revient à la nécessité d'organiser politiquement un sport de masse accessible à tous et qui permette à l'ensemble des travailleurs d'avoir la possibilité de développer leur corps.

Il est certains que les athlètes, comme nous l'écrivions déjà, servent actuellement d'ambassadeurs de leur pays sur les pistes cendrées et il ne faut donc pas s'étonner que de plus en plus les problèmes politiques ou raciaux s'exacerbent dans le cadre de compétitions internationales. Avant d'être un sportif, un athlète est avant tout membre d'un pays qui le marque socialement, politiquement et culturellement. Or, en devenant ne serait-ce qu'un instant, un point de mire mondial, il cristallise sur son personnage l'ensemble des passions que le nom de son pays peut évoquer. A ce stade, il ne représente plus que l'image d'une communauté ethnique qui l'investit affectivement. Plus rien n'empêchera maintenant que les sportifs soient perçus de cette manière. Ou alors qu'on commence par empêcher que les hymnes nationaux retentissent dans les stades et qu'on ait la pudeur de ne pas présenter la mauvaise prestation des Français à Montréal comme une défaite historique.

B.Prades

### N'oubliez pas Rouge !

La diffusion rapelle à ses lecteurs que le quotidien est distribué dans un certain nombre de pays étrangers : on le trouve en Italie, au Portugal, en Grèce (Athènes), en Suisse, en Belgique, en Suède. Toutes les principales villes de province, toutes les stations balnéaires sont desservies quotidiennement.

Le journal continue pendant le mois d'août grâce à l'effort des copains qui y travaillent. Mais la sortie du journal et surtout sa diffusion sera facilitée avec un effort de chaque lecteur.

Il faut aller voir le dépositaire NMPP de votre lieu de vacances pour lui demander s'il reçoit bien le quotidien, si le nombre de reçus lui suffit, et surtout le chiffre de vente pendant les vacances. Cela nous sera très utile pour savoir où nous en sommes et surtout pour l'année prochaine.

Téléphonez ou écrivez vos résultats au journal à Vincent ou Raphaël.

### les temps modernes

#### LA LUTTE CONTINUE !

Hier soir, à l'occasion du départ de la fraction de contingent 08, les organisations CAM, CDA, IDS, ont assuré la diffusion de tracts aux appelés dans les principales gares parisiennes. Pas de flics présents. Cette action démontre qu'il n'y a pas de vacances pour la lutte anti-militariste.

#### AU FEU, LES POMPIERS !

Alors qu'ils essayaient d'éteindre un feu de chaume à Fousseret, une étincelle sournoise est venu faire flamber la belle camionnette rouge qui a été entièrement détruite. Ne pouvant venir à bout ni du camion ni du feu de chaume, les pompiers sont rentrés chez eux, dépités.

#### « L'INDOMPTABLE » PREND L'EAU

Le dernier sous-marin nucléaire, gloire de l'Armée Française, va procéder à une série d'essais dans les prochains jours. Attention aux hélices du monstre si vous vous baignez du côté de Cherbourg. La prochaine gloire de l'Armée Française s'appellera - ne sourions pas - « Le Tonnant ». Il est actuellement en construction.

#### LE SAUT DE LA MORT

Une parachutiste de 36 ans est restée accrochée au train d'atterrissage de l'avion d'où elle venait de sauter. Le pilote, ne sachant comment s'en débarrasser, l'a finalement lâchée dans la mer où elle a été secourue par des plongeurs sous-marins. Mme Nicole Guesdon a été très commotionnée. La prochaine fois, elle sautera sans parachute pour ne pas s'encombrer d'un avion.

#### LE SHIT AUX ENCHERES

Vingt kilos de haschisch ont été découverts par les flics dans une cache aménagée dans le plancher de la voiture d'un ressortissant marocain. Mr. Abderrahman Cadinah, 69 ans, a déclaré avoir acheté le haschisch dans un souk de Fez, au cours d'une vente aux enchères.

### Montségur 22 août



#### Faites le savoir !

La librairie Rouge, 10 Impasse Guéméné, Paris 4<sup>e</sup>, reste ouverte tout le mois d'août, du lundi au samedi de 11.00 à 20.00. Les vacances sont un moment privilégié pour lire.



La série que nous avons commencé à publier « Avignon : genèse d'un festival » est exceptionnellement reportée d'une journée. Elle sera donc publiée demain.

## Flash sur le festival d'Avignon

# Oraison d'ARRABAL par le théâtre du Gueux

Deux comédien(ne)s à plein-temps : Myriam Courchel et André Ligeon-Ligeonnet jouent depuis trois mois à Lyon un spectacle étonnant à partir d'un texte d'Arrabal qu'ils présentent en Avignon au club Léo Lagrange, à partir de 23h00 et jusqu'au 7 août.

Les ennuis sérieux qu'ils ont avec un propriétaire de salle d'Avignon, qui séquestre encore une partie de leur matériel de représentation et menace de les traduire en justice pour une prétendue rupture de contrat, ne les ont pas découragés pour monter ce spectacle.

A partir d'un texte écrit en 1966, nous vivons pendant plus d'une heure avec l'imagination, les fantasmes

d'Arrabal sur la naissance, la mort, le sexe, le « bien », le « mal »...

L'humour satirique dénonçant la pratique religieuse et la foi béate, nous conduit à la négation de la vie si l'on fait abstraction des contradictions, de la recherche du plaisir existant en chacun de nous.

Le fantastique des textes d'Arrabal se trouve enrichi par une « mise en scène », d'ombres, de brouillard, de lumières affaiblies, de musique, d'odeurs même,

englobant acteurs et spectateurs. Le jeu-mot qui prend ici tout son sens est bâti sur les corps (celui du Christ occupe une place de choix) et sur la précision, la tonalité de chaque mot, de chaque phrase.

« J'ai découvert un autre aspect, une autre lecture plus vivante, plus intéressante d'Arrabal que celle donnée habituellement », c'est la réflexion d'une spectatrice anonyme à la sortie.

Si l'acteur occasionnel qui vend des billets est en noir cela ne correspond pas du tout à ses conceptions politiques.

Adeptes de Paul VI, de Royer, de Ponia et consorts s'abstenir !

F. de Carlo

## « MES CHANSONS TOUCHENT A L'HOMME »

Teresa Rebull

Teresa Rebull a 50 ans lorsqu'elle commence à chanter. Après 68. Fille de militants anarchistes espagnols, elle a vécu l'époque de la république catalane où se développait un souffle de liberté (songeons que le naturisme était autorisé en tout lieu, la contraception pratiquée, le statut de la femme transformé). Elle a connu très jeune l'aliénation du boulot en usine. En 68, elle travaillait aux usines Renault. « Tout est venu d'un seul coup, nous dit-elle, j'ai décroché la guitare que j'avais achetée pour mes enfants et je me suis mise à chanter ».

Elle chante en catalan, parce que c'est sa langue maternelle, mais aussi parce qu'elle l'utilise comme un instrument de lutte contre les oppressions, pour défendre les minorités catalanes du Nord comme du Sud.

Sa voix, grave, d'une extraordinaire puissance, est faite pour envouter. Très riche, elle traduit parfaitement ce qui est la force des chants de Teresa qui parlent de l'amour et de l'action dans la vie des femmes et des hommes.

Dans une interview donnée à la revue *Chansons*, elle exprime ses conceptions. « Je chante l'amour, l'amour sensuel de Joan Salvat Papassait (poète des années 20 qui était aussi un poète révolutionnaire dans le langage, dans la rime, dans la présentation graphique, et qui parlait déjà de l'amour avec une audace que l'on n'a pas retrouvée), mais relié à la vie quotidienne, aux attitudes répressives de l'homme qui sont souvent aussi des attitudes rétrogrades de la société vis à vis de la famille, du couple... Je ne crois pas que des changements se structure puissent entraîner des changements d'attitudes. C'est plutôt le

contraire qui se produit. Je crois que si l'homme se libère par lui-même de tous ces interdits qui le rattachent à l'humain, il deviendra capable de plus d'énergie, de plus de force, d'enthousiasme, de créativité. Les blocages sexuels en provoquent beaucoup d'autres, et il y a des gens, par exemple, qui font de la politique uniquement pour oublier ou dominer leur blocage... (c'est une compensation plutôt meilleure qu'une autre, et je ne vois rien de péjoratif là-dedans : tant pis si on ne peut pas se changer soi-même, mais c'est déjà bien de vouloir changer le sort des autres).

« Mes chansons ont un contenu social qui touche à l'homme, aux problèmes de la terre, de la sécheresse, de la pauvreté de la terre, de l'angoisse de l'homme dans la société actuelle... Ce ne sont pas des pamphlets qui tranquilisent la conscience de ceux qui les font et qui s'envolent, ce sont des chansons vivantes, qui restent ». Teresa chante quand on a de bonnes raisons de lui demander Pour les grévistes de Thuir, pour les jeunes écologistes de Montferrer qui luttent contre la dégradation capitaliste de la montagne. Elle chante aussi sur la plage de Banyuls, un soir d'été, dans son village. Elle sait prendre parti comme en Allemagne où, devant plusieurs milliers de spectateurs, elle demande la libération d'un médecin de la « bande à Baader ».

Elle sait observer lucidement son milieu professionnel et démarquer dans le phénomène de la Nova Canço ce qui est de l'ordre du pognon, mais aussi de l'individualisme. Teresa est de tous les combats. Il faut la voir. L'entendre chanter. Parler avec elle.

M.B

## cinéma

# WHITE ZOMBIE Victor Halperin

Comme beaucoup de « grands classiques » inédits ou trop longtemps méconnus, *White Zombie* souffre cruellement des outrages du temps. Tel qu'en lui-même, Bela Lugöosi nous propose un récital expressionniste auquel les films fantastiques ont renoncé depuis belle lurette (pas forcément pour trouver mieux, d'ailleurs) et qui donne son seul prix à une bande particulièrement dénuée

d'intérêt si ce n'était quelques éclats baroques épars et complètement délirants (la forteresse médiévale au bord de l'océan, le luxe colonial à Haïti...). Une idée qui donne tout son piment à la chose : les zombies employés comme prolos par les fabricants de rhum, la geste épique de la plus-value !

P.G



## RECTIFICATIF

Il fallait tout de même le faire ! Que « d'expressionniste » devienne, dans l'article publié hier en page une (Ainsi parlait Fritz Lang) - troisième colonne - « d'expressionniste », ça a dû en surprendre plus d'un ! Et pour-

tant ici aucun rédacteur, dessinateur, clavier ou maquettiste ne boit...ou si peu ! Quant à la transformation de « tout de go » en « tout de gi » (même paragraphe) elle ne peut être attribuée qu'aux machines...qui, elles, boivent !

## télévision

### TF 1

- 12.30 Madame êtes vous libre ? (feuilleton)
- 13.00 Journal
- 13.35 John l'intrépide (série britannique)
- 14.05 L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau  
Trésor englouti. Fouilles sous-marines pour retrouver une épave
- 18.40 Pour les jeunes
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Une minute pour les femmes
- 20.00 Journal
- 20.30 Nick Verlaine  
Il rencontre sans doute aujourd'hui Paul Hugo
- 21.30 Dinard jour « G »  
Il paraît que ça entre dans le cadre d'une « opération portes ouvertes », organisée... par le ministère des armées. Une émission plutôt fermée.
- 22.10 Jazz à Juan : Howard Robert's Chorale, Ella Mitchell, Barbara Young, Janice Campbell.
- 22.40 Journal

### A 2

- 15.00 Flash d'information
- 15.05 Aujourd'hui madame
- 15.55 Annie agent très spécial
- 16.45 L'aventure est au nord
- 16.45 Les douze légionnaires (feuilleton)
- 17.45 Vacances animées
- 18.15 Ce jours-là, j'en témoigne : le 11 novembre 1940
- 18.40 Le palmarès des enfants
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 Bonjour Paris (feuilleton)
- 20.00 Journal
- 20.30 Soirée Obaldia  
La baby-sitter (puis) Deux femmes pour un fantôme. On pourrait classer cela : vaudeville première étoile.
- 22.10 Pi sur l'A 2 : La fête à Topor  
Topor, c'est le metteur en scène de *La planète sauvage* (le long métrage d'animation inspirée d'une nouvelle de science-fiction), c'est le dessinateur connu, le co-fondateur de *Panique* et l'auteur de *Mémoires d'un vieux con*. Parfois caustique ce vieux con.
- 23.10 Journal

### FR 3

- 19.00 Etranger, d'où viens-tu ? (feuilleton)
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Pour les jeunes
- 19.55 Flash journal
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Cinéma d'hier : L'affaire du collier de la reine (1946).  
A la veille de la révolution, un collier qui devait être remis à Marie Antoinette disparaît. Un épisode historique fort connu. Les derniers éclats de la royauté avant la tempête.
- 22.20 Journal

## LA SOUSCRIPTION CONTINUE

Pas de vacances pour la souscription. Rouge a toujours besoin de vous, que vous soyez en vacances ou non.

Chèques à l'ordre de Pierrette Chenot et à l'adresse du journal. CCP Paris n° 45-1-42

Ancien total	336154,00
D.P. Melun	200,00
Librairie Rouge	332,25
Sympathisants Caisse Epargne Lyon	1 000,00
P.C. Caen	800,00
G.L. Rennes	250,00
P.F. Paris 13	200,00
E.V. Draguignan	300,00
Syndiqués SNPES Bourges	150,00
H.C. Paris 10	100,00
J.P. S. Reuil Malmaison	40,00
Diffuseurs Sarcelles	315,00
M.T.S. Ivry	200,00
J.P. B. Montfort	50,00
Astronome St denis	125,00
J.Z. Paris	250,00
Laval	100,00
Diffuseurs Barentin	200,00
M.C. Versailles	50,00
G.T. EDF Paris	445,00
Nouveau total	343 061,25

Que les camarades qui ont souscrit et dont le nom n'a pas été mentionné ne s'inquiètent pas. Il faut un délai d'un bon mois avant que le chèque ait été enregistré et encaissé. Tous les souscripteurs figureront dans notre liste.



## AINSI PARLE UN PARTISAN DE LA DECAPITATION...

Au lendemain de l'exécution de Christian Ranucci, dans l'attente de celle de Moussa Benzahra que nous ne savons pas encore gracié, nous avions demandé à M. Taron son appréciation sur la peine de mort. Ce sont ses propos que nous publions aujourd'hui à titre de document. M. Taron est le principal dirigeant de l'Association pour l'application de la peine de mort. Une association qui au demeurant, même si elle reçoit beaucoup de courrier, semble compter fort peu d'adhérents. Ce qui ne l'empêche pas d'avoir son bureau dans un immeuble appartenant à la RATP, organisme qui employait M. Taron. Le bureau a-t-il été prêté par complaisance ? A-t-il été loué ? Nous ne le savons pas. Aucun responsable de la RATP, interrogé par téléphone sur ce point, n'a été en mesure de nous renseigner.

M. Taron a engagé sa croisade pour la peine de mort au lendemain du meurtre de son fils, Luc

Taron, par Lucien Léger, condamné depuis à la réclusion criminelle à perpétuité. L'affaire défraya la chronique en 1964, attisée par les messages signés « l'Etrangleur » que Lucien Léger envoyait à profusion aussi bien à la police qu'à la presse.

Les propos de M. Taron n'engagent bien sûr que lui et son association. Fort peu de monde en vérité. Ils sont probablement la forme extrême du discours sur la question. Mais, et c'est cela qui nous semble intéressant, ils véhiculent une cohérence idéologique à tiroirs où tout partisan de la peine de mort peut trouver tout ou partie de ses justifications. Aussi peu élaboré soit-il, le raisonnement de M. Taron n'en est pas moins global. MM. Lecanuet et Poniatowski, plus sophistiqués, se gardent bien d'en dire autant (encore que le second...) Mais peut-on être sûr que dépouillé des bonnes manières et des réserves qu'impose l'opportunité, leur langage serait fort différent ?

G.M.



## « Vous avez un chien enragé, vous l'abattez »

- Le problème de la peine de mort est actuellement à l'ordre du jour puisqu'il y a eu une condamnation à mort qui a été...
- Il y a eu une exécution qu'on appelle décapitation pour mieux apitoyer le public.
- Le projet de réforme du code pénal prévoit de faire passer le terme de...

● C'est un nouveau gadget gouvernemental.

- Si vous voulez. Mais enfin, la peine de mort demeure.
- La peine de mort demeure, mais on l'appelle décapitation.
- Une deuxième exécution va peut-être avoir lieu...

● Oui, peut-être... Je ne sais pas si sa qualité d'algérien ne lui vaudra pas une faveur. Je ne connais pas vos opinions politiques, mais je crois les deviner. Mais enfin, il est certain que nous sommes, nous français, aux genoux de l'Algérie qui détient à l'heure actuelle deux français qui vont être accusés d'espionnage. Je me demande si on va pas nous recommencer le coup d'il y a quatre ou cinq ans, lorsqu'on a gracié un nommé « X-je-ne-sais-quoi » pour récupérer sept français qui étaient accusés en Algérie.

- Ca vaudrait le coup non ?
- Pas tellement, parce qu'ils n'ont tout de même pas osé condamner les français à énormément de prison.
- Votre association s'est-elle élevée contre la première grâce du septennat, celle de Bruno T. ?
- Bien entendu ! Mais nous avons déclaré la comprendre, car il n'y a pas d'exemple de grâce refusée à l'aube d'un septennat. Nous pensions que cette grâce ne pouvait préjuger de l'avenir.
- Avec la dernière exécution vous êtes donc rassuré ?

● Pas du tout ! Ça peut très bien être un refus de grâce pour justifier des grâces suivantes. La tactique de M. Giscard d'Estaing, personne ne la connaît.

● Croyez vous en l'exemplarité de la peine de mort ?

● Absolument. Dès l'instant où des grâces successives se sont multipliées, se sont multipliées également les crimes et les violences.

● Vous pensez que l'on va assister à une montée de la criminalité ?

● Je ne peux pas vous affirmer qu'une seule exécution suffira à freiner la criminalité. Un assassin en puissance peut très bien se dire : « On a fait ça pour démontrer qu'on pouvait encore guillotiner en France, tout comme Pompidou qui a laissé exécuter trois criminels mais en a gracié douze. Je pourrais être dans la série des douze grâces qui vont suivre. » Par contre, si demain le recours en grâce de Benzahra était refusé, je suis certain qu'il y aura réflexion des assassins.

### Un peu fou ! Une bête malfaisante

- Dans le cas Ranucci un doute a toujours plané sur son état mental.
- Mais écoutez, même s'il était un peu fou, que voulez vous que ça nous fasse ? Vous avez un chien enragé, vous l'abattez ! Vous n'allez pas le soigner ! Vous dites : c'est une bête malfaisante, il est capable de recommencer, allez, pof ! Il est abattu ! Je suis hélas bien placé pour savoir qu'il y a très peu de fous. Sur les 80 % de prétendus fous pénaux peut-être un seul a une légère déficience.
- Le nouveau projet de réforme pénale envisage la suppression de la prison à perpétuité...
- C'est ce que nous avons toujours dit. Après avoir réclamé la suppression de la peine de mort, on réclamera la suppression de la peine à perpétuité que l'on qualifie encore, par abus de confiance, de réclusion criminelle. Alors que c'est une simple peine de prison.

● Les journaux de droite ont plus ou moins approuvé l'exécution de Ranucci, alors que les journaux de gauche, à de rares exceptions près...

● Notre association ne fait pas de politique. Nous avons aussi bien des personnes de gauche que de droite.



Taron, secrétaire général de la Ligue contre le crime et pour l'application de la peine de mort.

Nous avons des croyants, des athées. Chez nous, la politique c'est zéro. Nous nous contentons de défendre la vie des victimes. La politique c'est pas notre affaire. Pourquoi la gauche prend-elle toujours la défense des assassins ? A part le président du Crédit Lyonnais, presque jamais les capitalistes sont assassinés. C'est toujours un petit employé, un caissier, un caissier, un rentier. C'est la gauche qui devrait applaudir aux exécutions, et la droite les blâmer ! En Europe, tous les pays qui ont dans leur domination « république populaire et démocratique », ou quelque chose comme ça, condamnent à mort. Et exécutent ! Je ne comprends pas pourquoi des partis qui se réclament de ces régimes sont contre la peine de mort.

● Pensez vous que pour freiner la criminalité en France il n'y a que la peine de mort, en fait l'exécution des condamnés à mort, ou bien pensez vous qu'une autre politique répressive...

● Il n'y a aucune possibilité pour réfréner le crime que de punir les criminels qui entrent dans les cas de ceux dont nous avons parlé, que de les condamner à mort et de les exécuter.

### Un monsieur qui tue, moi, si je le vois

- Et la petite délinquance, qu'en pensez vous ?
- La petite délinquance, on la regrette. Il y a quinze ans j'ai vu qu'on osait prendre à partie un type qui avait tiré sur un gars piquant son essence. On avait tort de s'en prendre à lui, car sept ans après j'ai constaté que le type sur lequel il avait tiré avait été condamné en faisant une attaque à main armée dans une banque.
- Vous justifiez la justice expéditive, et même personnelle ?
- La justice expéditive, je ne cache pas que j'en suis partisan. Un monsieur qui tue, moi, si je le vois...
- Tout cela implique quand même l'idée de justice personnelle.
- Il est évident que quand la magistrature, en raison d'un certain syndicat...

● Le syndicat de la magistrature ?

● Oui, syndique son rôle. Quand on voit les juges se présenter à la télé habillés comme je le suis maintenant (il est sans cravate-NDLR), comment voulez vous que les français aient confiance en leur justice ? Quand on voit que l'on ne condamne pas le voleur de super marché parce qu'on dit que le risque du vol est inclus dans les prix... La justice expéditive deviendra forcément obligatoire si on continue dans la voie qui est de remettre en liberté tous les délinquants.

● Vous avez l'air assez amer sur notre justice.

● Je considère qu'elle est à la base de la croissance de la criminalité, tout comme Giscard d'Estaing en a été le point de départ. Quand on voit un monsieur qui à peine élu président de la république, se précipite dans les prisons pour serrer la main des condamnés, je vais aller en taule pour qu'il me serre la main à moi, le président.

### Qui vole un oeuf, vole un boeuf

- Et les dernières dispositions de Poniatowski dans le métro ?
- 2700 agents de plus dans le métro, là, je ne suis pas tout à fait d'accord avec M. Poniatowski. Parce que, qui est-ce qui paye ces agents ? C'est vous, c'est moi. Je ne vois pas pourquoi je suis obligé de sortir de l'argent pour vivre dans une société policée. Si le premier type que l'on piquait dans le métro on lui foutait 20 ans de travaux forcés, il y en aurait moins le lendemain. Je ne suis pas pour la répression mais le maintien de l'ordre et de la liberté c'est pas de la répression. (...) Nous parlions d'exemplarité tout à l'heure. L'an dernier à Paris il y a eu de nombreuses attaques de banques avec prises d'otages. Toutes d'ailleurs

commises par les mêmes gens. Je ne veux pas qu'on m'accuse de racisme je ne dirai donc pas par des nord africains, mais par des gens venus d'outre-mer. Il y en a eu plusieurs de tués. Depuis il n'y a plus eu de prises d'otages dans une banque de Paris.

● Les dispositions de Poniatowski touchent aussi sévèrement, les étrangers, en les expulsant quelque soit le motif d'arrestation.

● Il y a un proverbe qui dit : qui vole un oeuf, vole un boeuf. C'est tout simplement un voleur. Nous avons nos propres délinquants, nous avons pas besoin de ceux des autres pays, la France c'est pas une poubelle. Il est normal de faire des fleurs à ses concitoyens car ce sont vos frères de sang, de race. Ils payent des impôts. Tandis que tous ces types ils payent pas un sou d'impôts, et il faut encore qu'im punément ils viennent prendre dans notre poche ? Ah non, qu'ils aillent prendre dans la poche de leurs corréligionnaires, là bas, de leurs compatriotes. Mais s'ils le font j'ai souvenir que pour les punir on leur coupe la main.

### C'est moi qui devient gauchiste

- Est ce que vous êtes pour la peine de mort pour un patron qui serait responsable de la mort d'un de ses ouvriers ?
- Est ce que vous pouvez le prouver ? Est ce que parce qu'un petit patron qui au lieu de toucher des appointements paramineux peut toucher un directeur de Renault, sera là, travaillera lui même, et qu'il aura laissé échapper une petite chose, vous voulez le condamner ? Alors là j'avoue que c'est moi qui devient gauchiste et vous qui ne l'êtes plus. Si le délit est intentionnel je suis d'accord pour qu'il soit puni. Evidemment pas la peine de mort. Mais si c'est une erreur d'inadvertance ou de maladresse, je ne vois pas pourquoi on condamnerait un patron.
- Actuellement une partie du mouvement féministe réclame les assises pour les violeurs...
- Alors là, je suis tout à fait de leur avis. Je ne partage pas toutes leurs opinions mais alors là je suis de leur avis. Le code prévoit que le viol est un crime. C'est une règle qui a été écrite par nos pères parce qu'ils avaient conscience que les filles devaient être défendues contre les agissements des garçons plus forts. Que l'on fasse des fleurs aux violeurs c'est un tord, c'est un tord. Mais ça fait parti d'un ensemble. Si vis à vis des criminels on a de l'indulgence, il est difficile de condamner lourdement des gens dont on pense qu'ils ont simplement assouvi des appétits sexuels. Mais ou je serai encore plus sévère c'est quand ils sont six à faire le coup. Parce que sinon il n'y a plus de limites. On peut vraiment pas dire que ce soit tolérable.

Interview et enquête: Jean Gilbert du CAP



Mort lente par découpage en morceau le 10 avril 1905 en Chine